Le Monde 23 juin 2025

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/06/22/bernard-hourcade-geographe-la-guerre-pourrait-provoquer-le-reveil-du-nationalisme-et-du-patriotisme-des-iraniens_6615298_3232.html

Tribune

Bernard Hourcade, géographe, Directeur de recherche émérite au CNRS

« La guerre pourrait provoquer le réveil du nationalisme et du patriotisme des Iraniens »

L'attaque israélienne, soutenue par le bombardement américain du 22 juin au motif d'une menace nucléaire imminente, a été vécue en Iran comme comparable à celle que les Etats-Unis avaient menée en 2003 contre l'Irak, à la suite de déclarations fallacieuses sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein, décrypte le directeur de recherche émérite au CNRS.

La guerre d'Israël contre l'Iran est globale et totale. Son ambition est clairement la reconstitution globale du Moyen-Orient, en imposant sa domination grâce à la suprématie incontestée de ses forces armées. Au-delà de la « menace nucléaire » et d'un changement de régime politique, l'objectif d'Israël, avec le soutien des Etats-Unis qui ont bombardé trois sites nucléaires iraniens dans la nuit de samedi 21 au dimanche 22 juin, est d'affaiblir durablement l'Etat iranien pour qu'il ne devienne pas une puissance régionale stable.

Ce projet est peut-être illusoire, car la guerre pourrait au contraire provoquer le réveil du nationalisme et du patriotisme des Iraniens, apporter un sursis à la République islamique et provoquer en Iran et dans la région des changements politiques, qui ne seraient pas favorables à Israël. Il est plus facile de détruire Gaza que de trouver une solution politique à la question palestinienne, et plus facile de bombarder l'Iran que de contrôler un Etat de 92 millions d'habitants dont on connaît le passé national, idéologique et militaire.

La destruction, dans la nuit du 21 au 22 juin, des principales usines d'enrichissement d'uranium (mais pas des stocks) par les Etats-Unis met un terme technique à toute négociation sur le sujet. Cela peut-il pour autant inciter Israël à cesser les bombardements, et l'Iran à accepter la situation imposée en négociant avec les Américains ? Cette défaite sur le nucléaire est moins militaire que « philosophique » car elle touche à la fierté nationale iranienne. La question du nucléaire fait en effet consensus en Iran et même (surtout ?) dans la diaspora.

Pas de programme de production d'une arme nucléaire

Le programme iranien, civil avec possibilité d'extension militaire, avait en effet été défini par le chah dans les années 1970 et poursuivi par la République islamique. Peu d'Iraniens ont pleuré la mort des généraux des gardiens de la révolution tués le 13 juin, mais tous ont été touchés par l'assassinat de neuf savants et ingénieurs du nucléaire.

La politique d'enrichissement de l'uranium à des taux militaires (60 % et plus) menée par les factions les plus radicales après le retrait des Etats-Unis en 2018 de l'accord sur le nucléaire de 2015 (JCPoA) [*le Joint Comprehensive Plan of Action* (« plan d'action global commun »)] ne faisait pas l'unanimité en Iran, contrairement au « droit à l'enrichissement » à usage civil (3,5 %) sous contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'Iran ne respectait pas le traité de non-prolifération sur l'enrichissement de l'uranium mais avait renoncé officiellement à la production d'une arme atomique et négociait un retour à l'accord de 2015. Les agences de renseignement américaines avaient d'ailleurs

confirmé en mai que l'Iran, en infraction sur l'enrichissement, n'avait pas de programme de production d'une arme nucléaire.

L'attaque israélienne motivée par une menace nucléaire imminente a donc été vécue en Iran comme comparable à celle que les Etats-Unis avaient menée en 2003 contre l'Irak, à la suite de déclarations fallacieuses de Colin Powell [*alors secrétaire d'Etat américain*] sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein. La perspective de se voir injustement traités comme l'a été l'Irak et les premières destructions d'immeubles à Téhéran ont vite montré aux Iraniens où étaient les priorités pour sauver le pays et ne pas être humiliés. Par ailleurs, certains députés viennent de déposer un projet de loi pour demander au gouvernement de produire une arme atomique et de quitter le traité de non-prolifération afin d'assurer, à terme, l'indépendance nationale et de laver l'affront de la défaite militaire.

Il est peu probable que l'Iran ait la volonté politique et encore moins les moyens de se lancer aujourd'hui dans des actions radicales – même si une provocation est toujours possible. En effet, les gardiens de la révolution, vaincus au Liban et en Syrie et divisés entre radicaux et pragmatistes soucieux de sauver leurs intérêts, notamment financiers, ne sont plus en position de s'imposer et d'obtenir un minimum de soutien de la part d'une population qui n'est plus celle de 1980.

Maturité politique

L'invasion de l'Iran par l'Irak de Saddam Hussein cette année-là avait alors provoqué une mobilisation populaire et soudé le pays autour de l'ayatollah Khomeyni [*1902-1989*] qui avait ensuite accaparé le pouvoir. La société iranienne de 2025 a profondément changé et acquis une vraie maturité politique après avoir fait pendant quatre décennies la dure expérience de l'islam politique.

On constate donc une forte mobilisation contre la guerre imposée par Israël, qui touche tout le territoire national et les populations, dans le but d'affaiblir durablement la nation iranienne, quel que soit son régime politique. Syndicats, associations et partis d'opposition, longtemps rivaux et divisés, n'abandonnent pas leurs revendications contre le régime islamique, mais font front commun autour de l'Etat et des institutions qui gèrent le pays.

Dans la diaspora, les pétitions contre la guerre sont légion. Ceux qui, comme les royalistes, souhaitent la victoire d'Israël et rêvent d'une révolte populaire massive pour renverser la République islamique semblent coupés de la réalité et ignorer le passé et la vivacité du nationalisme iranien qui, dans les périodes troubles, a toujours permis un consensus contre les agressions étrangères et ouvert la voie à des changements profonds.

Dans l'immédiat, le gouvernement réformateur de Massoud Pezeshkian semble être, faute de mieux, la seule force capable de gérer cette union nationale et le fonctionnement de l'Etat pour résister à Israël avec réalisme, en poursuivant les négociations avec les Etats Unis qui semblent limiter leur intervention aux seuls sites nucléaires. La levée des sanctions économiques pourrait alors, comme 2015, être le prélude à un réveil politique de la population. La guerre aurait alors donné un sursis à la République islamique et ouvert des perspectives qui ne vont pas dans le sens souhaité par Israël.

Bernard Hourcade est géographe, spécialiste de l'Iran, directeur de recherche émérite au CNRS.